

Direction départementale de la  
protection des populations

Service prévention  
des risques environnementaux

**ARRÊTÉ MODIFICATIF**  
**portant autorisation environnementale**  
**d'une installation classée pour la protection de l'environnement**

Le préfet des Côtes d'Armor

- VU le code de l'environnement et ses annexes ;
- VU l'ordonnance n° 2017-80 du 26 janvier 2017 relative à l'autorisation environnementale, notamment l'article 15 ;
- VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;
- VU l'arrêté ministériel du 27 décembre 2013 modifié, relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'autorisation au titre des rubriques 2101, 2102, 2111 et 3660 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;
- VU l'arrêté préfectoral du 2 août 2018 établissant le sixième programme d'actions à mettre en œuvre en vue de la protection des eaux contre la pollution par les nitrates d'origine agricole ;
- VU l'arrêté préfectoral du 18 février 2002, autorisant M. Daniel Boscher à exploiter au lieu-dit « Tréviel » à Saint-Caradec, un élevage avicole ;
- VU l'attestation de reprise de l'exploitation avicole du M. Daniel Boscher par la SARL ALC VOLAILLES du 6 février 2018 ;
- VU la demande présentée le 14 janvier 2019 par la SARL ALC VOLAILLES représentée par M. Antoine Le Clezio, dont le siège social est situé au lieu-dit « Tréviel » à Saint-Caradec, en vue d'effectuer à cette adresse l'augmentation des effectifs avicoles soit après projet une production multi-espèces pour 48000 animaux équivalents autorisés et la modification de la gestion des déjections ;
- VU le rapport de l'inspecteur de l'environnement du 28 août 2019 ;
- VU l'avis émis par le conseil départemental de l'environnement, des risques sanitaires et technologiques le 26 septembre 2019 ;

CONSIDÉRANT que la demande présentée prévoit des mesures compensatoires permettant une gestion correspondant aux normes en vigueur visées par le code de l'environnement ;

CONSIDÉRANT que les conditions d'aménagement et d'exploitation, telles qu'elles sont définies par le présent arrêté, permettent de prévenir les dangers et inconvénients de l'installation pour les intérêts mentionnés à l'article L.511-1 et suivants du code de l'environnement ;

CONSIDÉRANT que l'exploitation est déjà autorisée et qu'aucune modification des bâtiments n'est prévue ;

SUR proposition de la secrétaire générale de la préfecture des Côtes-d'Armor ,

ARRÊTE :

**Article 1<sup>er</sup> - Bénéficiaire et portée de l'autorisation**

**Les dispositions de l'article 1<sup>er</sup> de l'arrêté préfectoral du 18 février 2002 sont modifiées comme suit :**

« La SARL ALC VOLAILLES, ci après dénommée l'exploitant, dont le siège social est situé au lieu-dit « Tréviel » à Saint-Caradec est autorisée sous réserve du respect des prescriptions du présent arrêté, à exploiter à cette adresse, un élevage de volailles dont la capacité maximale est de 63000 emplacements sous réserve que la rotation des bandes permette de limiter la quantité d'azote produite à 9241 UN/an. »

## Article 2 - Nature des installations

### 2.1. – Liste des installations concernées par une rubrique de la nomenclature des installations classées

| Rubrique | Alinéa | A,<br>E,<br>D,<br>NC | Libellé de la<br>rubrique<br>(activité) | Nature de<br>l'installation | Critère de clas-<br>sement     | Seuil de<br>critère | Unité de<br>critère        | Volume<br>autorisé | Unité du vo-<br>lume autorisé |
|----------|--------|----------------------|---|-----------------------------|--------------------------------|---------------------|----------------------------|--------------------|-------------------------------|
| 3660     | a)     | A                    | Élevage<br>intensif                     | Élevage de<br>volaille      | Nombre total<br>d'emplacements | > 40000             | 1 place = 1<br>emplacement | 63000              | Emplacements                  |

A : (autorisation) ; E (enregistrement) ; DC (déclaration en contrôle périodique) ; D : (déclaration) ; NC : (non classé)

Au sens de l'article R 515-61 du code de l'environnement, la rubrique principale et les conclusions sur les meilleurs techniques disponibles relatives à la rubrique principale sont les suivantes :

| Désignation des installations  | Rubrique de la<br>nomenclature des<br>installations classées | Activité spécifiée à<br>l'annexe I de la directive<br>2010/75/UE dite « IED » | Conclusions sur les meilleures<br>techniques disponibles  |
|--|--|---|---|
| Élevage intensif de volailles :<br>a) Avec plus de 40 000<br>emplacements pour les volailles | 3660   | 6.6 a)  | Document de référence sur les<br>meilleures techniques disponibles<br>« élevage intensif de volailles et de<br>porcins » de février 2017. |

L'installation est réalisée et exploitée en se fondant sur les performances des meilleures techniques disponibles (MTD) économiquement acceptables les plus récentes, en tenant compte de la vocation et de l'utilisation des milieux environnants ainsi que de la gestion équilibrée de la ressource en eau.

Les prescriptions du présent arrêté s'appliquent également aux autres installations ou équipements exploités dans l'établissement, qui mentionnés ou non à la nomenclature sont de nature par leur proximité ou leur connexité avec une installation soumise à autorisation à modifier les dangers ou inconvénients de cette installation.

### 2.2 - Situation de l'établissement

Les installations (bâtiments + annexes) sont situées sur la commune, parcelles et sections suivantes :

| Commune       | Type d'élevage | Sections | Parcelles |
|---------------|----------------|----------|-----------|
| Saint-Caradec | Volaille       | YB       | 4A        |

### 2.3. - Conformité au dossier de demande d'autorisation

Les installations et leurs annexes, objet du présent arrêté, sont disposées, aménagées et exploitées conformément aux plans et données techniques contenus dans le dossier déposé par l'exploitant.

En tout état de cause, elles respectent par ailleurs les dispositions du présent arrêté, des arrêtés complémentaires et les réglementations autres en vigueur.

## Article 3 – Prescriptions particulières concernant l'élevage de volailles

3.1. - La surface des poulaillers ne devra pas dépasser 2 000 m<sup>2</sup>.

3.2. - L'installation est implantée, aménagée et exploitée conformément aux plans et aux dispositions décrites dans le dossier joint à la demande.

3.3. - Tout projet de modification de l'installation, de son mode d'exploitation ou de son voisinage, de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier d'autorisation, doit être porté, avant sa réalisation, à la connaissance du préfet avec tous les éléments d'appréciation.

3.4. - Toutes les eaux usées (sas, etc...) y compris celles du lavage éventuel du poulailler entre deux bandes et celles du lavage de l'équipement intérieur du poulailler seront collectées et traitées. Tout écoulement dans le milieu naturel est interdit.

3.5. - L'installation est toujours maintenue en bon état de propreté. Les opérations de nettoyage et d'entretien sont menées de façon à éviter toute nuisance et tout risque sanitaire.

L'exploitant prend toutes les mesures nécessaires pour lutter contre la prolifération des insectes et des rongeurs.

3.6. - L'exploitant veille en particulier à ce que son fonctionnement ne puisse être à l'origine de nuisances olfactives pour le voisinage et il adopte toutes dispositions nécessaires pour prévenir et limiter les envols de poussières et matières diverses. Des écrans de végétation d'espèces locales seront conservés ou mis en place, le cas échéant, autour de l'installation.

#### **Article 4 - Sécurité**

4.1. - L'installation électrique doit être conforme aux normes en vigueur ainsi que les installations de chauffage et de stockage de combustibles, s'il en existe.

4.2. - L'établissement doit être doté de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques à défendre (extincteurs pour feu d'origine électrique).

4.3. - L'installation classée dispose à 200 mètres au plus de l'établissement, en un emplacement facilement accessible par les sapeurs-pompiers et visiblement signalé, d'un poteau d'incendie de 100 mm conforme à la norme NFS 61 213 capable de fournir en permanence un débit de 1000 litres/minute sous une pression dynamique de 1 bar minimum, ou d'une réserve d'eau d'une capacité utile de 120 m<sup>3</sup> équipée d'une aire de mise en aspiration viabilisée, d'une surface de 32 m<sup>2</sup> au moins, accessible en tous temps et en toutes circonstances.

#### **Article 5 - Prescription sur le transfert des déjections**

5.1 - Une convention est établie avec une société prestataire de service qui assure la reprise de 50 tonnes de fumier brut de volaille correspondant à 1500 uN.

Les fumiers brut repris seront dirigés vers des installations dûment autorisées à les recevoir, à les transformer puis à les commercialiser.

##### **5.2 – Traçabilité des produits :**

L'exploitant tient à jour un registre détaillant, pour chaque enlèvement de fumier brut, les informations suivantes :

- date de l'enlèvement ;
- nom, adresse et coordonnées du destinataire ;
- quantité de fumier en tonnes ;
- nom du transporteur.

Les informations détaillées ci-dessus peuvent également être communiquées à l'exploitant, sous sa responsabilité, par la société prestataire de service.

Le registre tenu par l'exploitant doit être en permanence consultable par les inspecteurs de l'environnement spécialité installation classée pour la protection de l'environnement.

#### **Article 6 – Autres dispositions**

Les dispositions de l'article 3 de l'arrêté préfectoral du 18 février 2002 sont supprimées.

Les dispositions des articles 4, 5 et 6 de l'arrêté préfectoral du 18 février 2002 sont remplacées par les dispositions suivantes :

« Toute transformation de l'état des lieux et toute modification ou extension apportée à l'établissement, de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier initial, doit faire l'objet d'une nouvelle demande.

Tout changement d'exploitant doit faire l'objet d'une déclaration adressée par le successeur au préfet du département des Côtes d'Armor dans le mois qui suit la prise de possession.

L'exploitant est tenu de déclarer, sans délai, à l'inspection de l'environnement, les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de l'installation susvisée qui sont de nature à porter atteinte à son environnement.

Il doit en outre, se conformer aux prescriptions législatives et réglementaires édictées notamment par le livre II du code du travail dans l'intérêt de l'hygiène et de la sécurité des travailleurs. »



## Article 7 - Affichage

Une copie du présent arrêté est :

- déposée à la mairie de Saint-Caradec pour y être consultée ;
- affichée à la mairie de Saint-Caradec pendant une durée minimum d'un mois ;
- affichée, en permanence et de façon visible, dans l'installation par les soins de l'exploitant ;
- mise en ligne sur le site Internet de la préfecture pendant quatre mois ;

## Article 8 - Délais et voie de recours

La présente décision peut être déférée au tribunal administratif de Rennes (Hôtel de Bizien - 3 Contour de la Motte - 35044 Rennes Cedex) :

- dans un délai de deux mois à compter de la notification de la décision pour l'exploitant ;
- dans un délai de quatre mois à compter de la publication ou de l'affichage de la décision pour les tiers, les personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements.

Le tribunal administratif peut être saisi par l'application "télérécours citoyens" accessible sur le site : [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr)

## Article 9 - Exécution

La secrétaire générale de la préfecture des Côtes-d'Armor, le maire de Saint-Caradec et le directeur départemental de la protection des populations sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont copie est notifiée à l'exploitant pour être conservée en permanence et présentée à toute réquisition des autorités administratives ou de police ou de gendarmerie.

Saint-Brieuc, le

**- 3 OCT. 2019**

Pour le préfet et par délégation,  
La secrétaire générale,

  
Béatrice Obara